

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1925.

PROPOSITION DE LOI

**portant création et dotation d'une caisse centrale
de crédit professionnel.**

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Les dispositions de la présente proposition de loi trouvent leur justification dans les travaux de la Commission Nationale constituée par l'A. R. du 17 Avril 1902 et de la Commission de la Chambre des Représentants (doc. n° 115 session 1911-12).

Aussi croyons-nous utile de joindre en annexe le rapport déposé par M. Francotte à la séance du 7 mars 1912, avec le commentaire des articles se référant au texte actuel.

Deux faits nouveaux doivent être signalés ici : l'édition d'une série de lois organiques du petit crédit par le législateur français, se ralliant à son tour au principe de l'intervention de l'Etat, et le dépôt d'une proposition sur la matière (1) par MM. Pecher, Mechelijnck, Lamborelle, Neven, Robijn, Bovesse.

I. La législation française forme maintenant un système, selon une méthode de spécialisation qui s'explique mieux historiquement qu'à l'aide d'arguments techniques.

« Le crédit rural se subdivise en crédit individuel à long terme (loi du 19 mars 1910) et crédit immobilier proprement dit (loi du 9 avril 1918) à côté du crédit à l'exploitation. Des circonstances particulières à la guerre firent édicter des lois organisant le crédit pour la culture des terres abandonnées (lois des 6 octobre 1916 et 7 avril 1917), pour la reconstruction des régions dévastées (21 juin 1919). De son côté le crédit commercial, à côté de ses formules générales traditionnelles, vit créer un crédit spécial pour le petit commerce et la petite

(1) Chambre : les 7 mai 1919, 22 janvier 1920, 2 février 1922.

industrie (loi du 13 mars 1917) dont on détacha ensuite le crédit artisanal (loi du 30 juin 1923) avec la double adaptation aux besoins individuels et aux besoins syndicaux (loi du 27 décembre 1923) et enfin le crédit hôtelier (décret du 20 novembre 1923) » (1).

Ensuite de cette législation, le petit crédit rural dispose de 489 millions de fr. dotation (fin 1923) et le petit crédit urbain de 109 millions (fin 1923) auxquels il faut ajouter les 18 millions du crédit hôtelier (loi du 30 juin 1923) et les annuités du crédit artisanal (8 millions de francs par an).

II. Si les auteurs de la présente proposition ne se sont pas ralliés au texte de MM. Pécher et Consorts, ce n'est pas seulement dans la pensée de rendre hommage aux pionniers que furent MM. Dallemagne, Gilles de Pélichy, Harmignie, Segers, Tibbaut, Standaert (2). Voici nos raisons.

D'une part, l'examen par la Commission de la Chambre (3) élucide bien des controverses et peut abréger la stade d'examen préalable, du moment où le texte reste sensiblement le même. D'autre, part des divergences fondamentales séparent ce système de celui qui a les préférences de MM. Pécher et Consorts. Signalons notamment le caractère même de l'organisme à créer, que nous concevons comme un institut de degré supérieur, se superposant à tout ce qui existe, en évitant soigneusement de ne rien supplanter; un esprit plus libéral, laissant toute grande la part de l'initiative privée et réduisant au minimum l'action directe de l'administration; le concours des classes moyennes rurales particulièrement intéressant en cette matière du petit crédit.

Puissions-nous avoir apporté notre pierre à l'élaboration si difficile de l'Édifice Central du Petit Crédit !

J. CLYNMANS.

(1) IV^e Congrès international des Classes Moyennes, Paris 1924, Rapport de M. Lambrechts, p. 83 et suiv.

(2) Signataires de la proposition déposée le 12 novembre 1909.

(3) MM. Francotte, Claes, Du Bus de Warnaffe, Theodor, Wauwermans.

Proposition de loi portant création et dotation d'une Caisse centrale de crédit professionnel (1).

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. **FRANCOTTE**.

I.

La réorganisation et le développement du petit crédit à l'intervention de l'État a fait dans notre pays l'objet de longues études et de multiples propositions et vœux.

Le Congrès des œuvres sociales catholiques, tenu à Bruxelles en 1901, entendit un rapport de M. Hector Lambrechts, intitulé : *L'Œuvre sociale du petit crédit*, dans le sens d'une réorganisation essentielle des institutions du petit crédit urbain (3).

A l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque nationale de Belgique, notre collègue M. Léon Theodor déposa un amendement tendant à demander à la Banque le fonds de dotation d'une caisse centrale du petit crédit.

La Chambre s'en occupa dans ses séances des 2, 6 et 7 février 1900; au vote, l'amendement fut rejeté par 47 voix contre 39.

Une proposition de loi fut déposée le lendemain par MM. Theodor et Fichet, proposition dont les bases financières et le système d'application se rapprochent de la proposition actuelle. Elle ne put venir en ordre utile, et disparut de l'ordre du jour à la fin de la session.

Dans l'intervalle, deux Congrès belges des classes moyennes s'étaient prononcés en faveur de ces propositions et avaient souligné leur opportunité. Le Congrès tenu à Anvers, les 17 et 18 septembre 1899, où la section du petit crédit était présidée par M. Cooreman, l'honorable président actuel de la Chambre, le Congrès de Namur (1901) où la section fut présidée par M. Theodor, membre de cette Chambre. Notre collègue, M. de Meester, saisit à son tour la Fédération des Cercles catholiques et un Congrès régional d'œuvres tenu à Anvers (4), s'occupa de la nécessité de l'intervention de l'État dans la réorganisation du petit crédit en Belgique.

Là aussi, les solutions préconisées devant cette Chambre trouvèrent l'adhésion de l'assemblée.

(1) Proposition de loi, n° 6 (session de 1909-1910).

(2) La Commission était composée de MM. Francotte, président, Claes (Raoul), du Bus de Warnaffe, Theodor, Wauwermans.

(3) Voir aussi deux études de M. H. Lambrechts, « Le petit crédit urbain. Le petit crédit rural, » dans la *Revue sociale catholique*, 1898-1899, et l'étude de Droit comparé « L'intervention de l'État dans l'organisation du petit crédit », dans les publications du Congrès de la petite Bourgeoisie, Anvers, 1899.

(4) XXXI^e réunion de la Fédération et Congrès de 1902.

Le 7 janvier 1897, l'administration communale de Gand avait institué une Commission chargée de s'enquérir de la situation de la petite bourgeoisie de cette ville et de proposer des moyens pour lui venir en aide. M. Cooreman y fit un rapport (1) sur la réorganisation du petit crédit, dans lequel nous lisons : « En matière de crédit comme en toute autre matière, il n'appartient à l'État d'intervenir que pour suppléer à l'insuffisance constatée de l'initiative privée, stimuler cette initiative à bon escient, et l'aider, le cas échéant, à ses débuts, en vue de hâter l'heure où elle marchera dans sa force, sans assistance et sans lisières »

Par arrêté royal du 17 avril 1902, l'enquête fut étendue à tout le pays et une Commission nationale constituée.

Cette Commission, après avoir entendu un nombre considérable de témoins dans les diverses parties du pays, décida que la réorganisation du petit crédit devait être l'objet des travaux d'une partie spéciale. Celle-ci, sous la présidence de notre collègue M. Dallemagne, délibéra longuement, sur des rapports de MM. Cooreman (2), Denis, Lambrechts et Dallemagne. Les conclusions de cette section et les documents étrangers recueillis par le Secrétariat ont fait la base de la présente proposition, et se trouvent résumés dans un rapport distribué au groupe parlementaire de la petite bourgeoisie par notre collègue M. Dallemagne. Les raisons économiques et techniques pour lesquelles il convient de donner aux petits emprunteurs des classes moyennes urbaines et rurales des institutions appropriées et indépendantes ont été exposées d'une façon convaincante dans les rapports précités de nos collègues MM. Cooreman et Dallemagne.

La Commission a examiné si l'organisation de ce petit crédit pouvait se faire sans le concours de l'État. Elle a abouti à une décision négative. Les arguments suivant ont été envisagés. D'abord l'expérience concordante de la plupart des pays de l'Europe. A la suite d'une proposition faite à sa session de Liège (1905), l'*Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes*, décida d'entreprendre une enquête internationale sur la situation du petit crédit dans les principaux pays. La section a distribué à ses membres les monographies parues et portant sur les pays suivants : Russie, France, Danemark, Suisse, Luxembourg, Belgique, Italie, Allemagne, Pays-Bas, Grande-Bretagne et Irlande, Roumanie, Hongrie.

On a pu constater que la plupart de ses pays ont recouru à l'intervention de l'État sous des formes variées et dans des proportions différentes : que l'état de développement, de sécurité et de généralisation du petit crédit correspondait exactement à la modalité d'intervention des Pouvoirs publics, de telle sorte que les pays le plus mal loti paraissent être la Belgique et la Grande-Bretagne où cette intervention est réduite au minimum.

Cet argument d'expérience ne dispense pas d'entrer plus avant dans l'examen des arguments intrinsèques qui ont été signalés à la Commission. Nous les résumons comme suit :

1. L'organisation du petit crédit comporte des éléments que seul l'État est en mesure d'apporter.

(1) Mars 1901.

(2) Réimpression du rapport Gantois, p. 85 et suiv., v. III; *Mémoires et documents*, édition de la *Commission Nationale*.

C'est d'abord le concours de la loi pour donner aux institutions de petit crédit la forme légale appropriée et opposer des limites à l'esprit de lucre. Puis, la nécessité d'une propagande désintéressée et éclairée, disciplinée et subordonnée à un plan général, continue et, survivant aux changements de personnes, fonctionnant simultanément dans toutes les localités du pays, faisant l'éducation des emprunteurs, sans cesse renouvelés. Ces conditions exceptionnelles dépassent certainement ce qu'on peut attendre de l'initiative privée.

Il faut encore, pour assurer le fonctionnement persistant de ces institutions, une surveillance inflexible, qu'aucune considération de personne ou de groupe ne paralyse: constante, éclairée, subordonnée comme la propagande à un plan général et à des méthodes uniformes, embrassant dans son action tous les établissements, avec un pouvoir doté de sanctions efficaces.

L'organisation du petit crédit s'entend, d'ailleurs, d'un ensemble complet d'institutions, les unes distributrices du crédit, les autres centralisatrices des ressources et compensatrices; ces institutions doivent être constituées d'une façon irréprochable chacune en elle-même, tout en s'adaptant, en vue d'une collaboration indispensable.

Enfin, la notion même du petit crédit autonome suppose l'indépendance de ce crédit vis-à-vis de celui des autres classes industrielles. Ces conditions ne peuvent se maintenir dans leur coexistence, sans le concours d'un service public organisé. Il semble bien établi, en effet, par l'histoire du petit crédit dans les différents pays, que l'absence d'une de ces conditions est la cause d'échecs parfois lamentables pour les petites gens qu'ils frappent dans leur capacité productive comme aussi dans le fruit de pénibles labeurs.

2. L'organisation et la généralisation d'un système de petit crédit doivent vaincre des obstacles que seuls les pouvoirs publics sont en mesure de surmonter.

Ces obstacles viennent de l'existence d'un marché d'argent concentré entre un nombre limité des firmes, qui ont leur raison d'être dans le lucre, et ne se sont nullement donné pour mission le salut d'une classe sociale. Ce marché, par essence, tend à la concentration, et n'est point favorable à l'éclosion et au développement d'un petit crédit autonome, dégagé de l'esprit de lucre.

Les obstacles viennent encore des intéressés eux-mêmes que l'égoïsme, né de l'âpreté de la lutte pour la vie, détourne des sacrifices de temps et d'argent au profit d'inconnus sinon de concurrents. Tous les services publics sont nés de l'impossibilité d'assurer certaines utilités générales sans le concours de personnes dont le rôle consiste précisément à procurer ces avantages à la collectivité. Le fonctionnarisme et l'interventionnisme sont des formes spéciales de la division du travail.

3. La nécessité d'un fonctionnement avantageux du petit crédit est si pressante, qu'on ne saurait la différer jusqu'au jour où l'initiative privée aurait enfin réussi à réaliser ce service. L'importance du rôle des classes moyennes et l'aide que leur apporte une bonne organisation du crédit justifient les sacrifices de l'État.

III.

L'intervention des pouvoirs publics en faveur du petit crédit revêt des formes variées.

La Commission a examiné les modalités suivantes, réalisées plus ou moins cumulativement dans les pays sur lesquels a porté sa documentation. En ce qui concerne l'État, des lois spéciales pour réglementer la création et le fonctionnement d'associations de crédit mutuel se rencontrent en Allemagne (1880), en France (1894), en Bulgarie (1907), en Roumanie (1881-1911), en Hongrie (1898), en Italie (1882), au Canada (1908), en Russie (1904), au Massachussets (1909).

Nous insérons aux annexes la traduction de certaines de ces lois, que nous tenons de l'obligeance du secrétariat de l'*Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes*.

Nombreux sont les états qui consacrent des subsides annuels à l'organisation, au développement et au bon fonctionnement des institutions du petit crédit.

Nous signalons entre autres : a) subsides à la propagande et à l'inspection : la Bavière avec 34,000 mares ; la Saxe, 10,000 mares ; la Prusse, 100,000 mares ; subsides pour subvenir aux frais de premier établissement : en Hongrie, 100,000 couronnes pour la Caisse centrale seule ; en Bavière, 100,000 mares.

Nous voyons l'État contribuer à la formation ou former lui-même le capital de l'exploitation en vertu de lois spéciales : en Saxe, à concurrence de 3 millions de mares pour le crédit agricole (L. 1896), de 2 millions pour le crédit urbain (L. 1906) ; en Hongrie, 3 millions de couronnes pour la Caisse centrale ; en Bavière 4 millions de mares pour la Centrale Agricole (L. 1909) et un million pour la Centrale urbaine ; en Wurtemberg, 2 millions de mares pour l'agriculture (L. 1899) ; en France aux caisses régionales, environ 100 millions de francs (L. 1899) ; en Italie 500,000 L (L. 1910) ; en Russie 3 millions de roubles (L. 1895) en Roumanie (1881-1892) au crédit agricole (1), 20 millions de lei plus 15 millions de garantie pour le crédit en compte courant à la Banque nationale roumaine, (1908) ; puis 5 millions de lei pour la Caisse rurale ou institut de crédit foncier (1903-1906-1910).

Nous voyons encore l'État hongrois souscrire un million de couronnes à titre de part sociale dans la Caisse centrale. Dans le Grand-Duché de Luxembourg, l'État donne sa garantie illimitée au Crédit foncier, plus 556,000 francs à titre de fonds de roulement. La Prusse fournit seule le fonds de dotation de la Caisse centrale, soit actuellement 25 millions de mares.

Toujours en vertu de lois spéciales, nous trouvons la participation financière d'autres pouvoirs publics : en Bulgarie (Lois 1894-1904), participation des caisses communales ; au Luxembourg (L. 1900) celle de la Caisse d'Épargne de l'État ; en Russie, celle des fondations impériales : (1874-1907) 1,200,000 couronnes ; celle de la Chambre de commerce de Vienne à concurrence de 2 millions de couronnes pour la Caisse centrale du royaume, outre la Fondation royale François-Joseph (1899) au capital de 1,049,231 couronnes ; celle de la Diète de Galicie 1 million pour la Caisse centrale du Royaume,

IV.

Considérant les besoins de crédit des classes moyennes, l'expérience d'autres

(1) L'institut central qui porte ce nom a donné naissance à la Caisse centrale coopérative dont l'action embrasse à la fois le petit crédit rural. Voir le texte aux annexes.

pays et les éléments de fait recueillis par la Commission nationale belge et par ses rapporteurs, la Commission estime que l'œuvre à accomplir en ce moment en Belgique peut se définir comme suit : consolider et généraliser le petit crédit professionnel sur les bases de la mutualité coopérative.

Par le terme «consolider» elle entend qu'il y a lieu de fixer législativement un mode de petit crédit professionnel, impliquant toutes précautions en vue d'empêcher que les institutions créées à ce titre ne se livrent à des opérations peut-être lucratives, en elles-mêmes, mais souverainement dangereuses pour les petites institutions mutuelles ou coopératives, telles les opérations de commandite, les gros crédits à une seule firme, etc...

Ces mesures trouveront une sanction dans le retrait éventuel des avantages accordés. Une surveillance effective s'attachera d'ailleurs à prévenir les écarts, ce qui vaut mieux que de rechercher les responsabilités lorsque le mal est accompli.

Mais ce n'est point assez pour qui veut consolider chez nous l'organisation du petit crédit professionnel. Il a paru que les pouvoirs publics, ou un organe spécialement créé par eux à cet effet, collaboreraient utilement au bon fonctionnement des institutions en question, par des mesures d'ordre général, notamment : 1° en entreprenant activement l'éducation économique des petits emprunteurs et des dirigeants professionnels de mutualités de crédit; 2° en intervenant dans les charges résultant des services généraux de propagande, et de contrôle, dont la nécessité est impérieuse; 3° en établissant par un système organique une certaine stabilité du petit crédit et la modicité relative du taux de l'intérêt. Ces avantages peuvent résulter de la décentralisation, de l'emploi sur place des petites épargnes, de la limitation du cercle des affiliés et de la limitation des opérations, de telle sorte que désormais, conformément aux données de la science financière, le petit crédit rural et urbain se distinguera nettement des opérations de la finance et de l'industrie.

A côté de la consolidation du petit crédit, il importe beaucoup d'assurer graduellement dans l'avenir son extension à toutes localités et à toutes professions des classes moyennes : ceci comporte, outre le fonctionnement irréprochable des services qui viennent d'être définis, la multiplication des petits organes distributeurs du crédit, l'établissement des services centraux pour les virements, la compensation des besoins et des disponibilités, ainsi que l'intervention financière en cas anormaux, tels que les crises locales ou générale. La Commission estime que cette généralisation ne pourra se réaliser que par la création d'un organisme pourvu des moyens propres à assurer son activité, avec suite et dans l'ensemble du pays.

C'est cet organisme que le projet appelle la Caisse centrale. La Commission, après avoir étudié le fonctionnement des caisses autonomes douées d'une personnalité juridique telles qu'elles existent en Prusse, en Hongrie, en Roumanie, ainsi que les résultats obtenus en France et en Russie par l'intervention administrative immédiate de l'Etat, s'est ralliée au système de l'autonomie qui, en limitant la responsabilité financière de l'Etat, assure au petit crédit le maximum de garantie avec la plus grande somme d'indépendance.

Cette méthode nous a paru la plus appropriée à l'esprit public en Belgique et la plus capable de réaliser, sans froissement, la transformation graduelle du petit crédit.

COMMENTAIRE DES ARTICLES ET AMENDEMENTS.

ARTICLE PREMIER.

La Commission propose pour cet article la rédaction suivante :

« Il est établi un institut de crédit doté de la personnalité juridique sous la dénomination de Caisse centrale du petit crédit professionnel ». Cette rédaction met en relief l'autonomie financière de l'institution dont la création est projetée.

L'attribution de la personnalité juridique se retrouve dans les lois organiques des Caisses centrales de Hongrie, Prusse, Roumanie, ainsi que dans les projets autrichien et italien ; elle fait défaut dans le système français et russe. La loi luxembourgeoise de 1900 ne la mentionnait pas, mais celle de 1906 la consacre expressément.

La Commission a aussi examiné s'il était utile d'admettre d'autres organismes ou des personnes individuelles à concourir à la formation du capital de la Caisse centrale ; les lois prussienne, hongroise et roumaine avaient décidé l'affirmative et le projet italien accentuait cette participation. L'étude de l'expérience prussienne n'est pas encourageante : le résultat financier a été nul : huit fédérations seulement, sur 52 affiliées, ont versé des sommes dont le total ne dépasse pas un million et demi de marks sur les 75 millions de dotation, tandis qu'on a vu des fédérations se servir de la menace du retrait de leur mise comme d'un moyen pour influencer l'appréciation du crédit qui devait leur être départi. En Hongrie, l'État souscrivait un million de couronnes à titre d'actionnaire et trois millions comme obligataire, d'autres pouvoirs publics sont intervenus pour trois millions ; mais les particuliers ne se sont intéressés que pour 0,04 million et les fédérations pour 1,3 million de couronnes.

On peut dire autant de l'expérience roumaine. Le « Crédit agricole » institution centrale du petit crédit rural, créé par la loi de 1881, faisait contribuer à la formation du capital, l'État et les particuliers. Le dualisme dans la direction présentait des inconvénients tels qu'en 1892, le capital privé fut éliminé.

Les systèmes roumain ou luxembourgeois excluent la participation de capitaux privés ou syndicaux.

ART. 2.

La Commission propose pour cet article la rédaction amendée que voici : « La Caisse centrale a pour but de consolider et de généraliser le petit crédit professionnel à l'intervention des associations qui seront déterminées par arrêté royal ».

L'expression « favoriser » dont sert le projet, a paru ne pas préciser suffisamment le but visé par la loi.

La qualification professionnelle donnée au petit crédit qu'on entend organiser n'est pas nouvelle : toutes les lois françaises sur la matière (1894 à 1910) parlent de conditions professionnelles et la loi luxembourgeoise de 1905 contient le terme même.

La loi prussienne en parlant du crédit « personnel » vise une autre idée, (voir Annexe, art. 1, loi prussienne), si évidente d'ailleurs que le projet n'a pas cru

devoir en faire mention. Le système de garanties nouvelles résultant surtout de la participation à des groupements professionnels, va permettre d'inaugurer le petit crédit personnel sans abandonner le crédit réel complémentaire, dans les proportions que l'expérience déterminera mieux que ne le pourrait la loi ou les règlements initiaux.

La suppression du terme « professionnelles », en ce qui concerne les associations admises à opérer avec la Caisse centrale, signifie qu'on entend recourir à la collaboration simultanée de toutes les formes d'associations reconnues par la loi, des mutualités de crédit, unions de crédit, coopératives de crédit, aussi bien que des unions professionnelles reconnues. Il appartiendra à la Direction responsable du bon fonctionnement de la Caisse, sous la surveillance du Ministre et le contrôle de la Chambre, de choisir les modes et les organes de distribution de crédit en tenant compte de leur valeur de propagande et de garantie.

Il n'a pas paru, étant donnée l'exiguïté du territoire belge, qu'il fut nécessaire d'obliger la Caisse centrale à ne traiter qu'avec des fédérations d'associations ; mais il reste entendu que, comme dans tous les pays où une Caisse analogue a été créée et dotée par l'Etat, les relations commerciales en faveur des clients individuels sont exclues. Ceci ne s'applique pas à certaines opérations que les besoins de prompt réalisation peuvent rendre nécessaires. Elles ont le caractère d'opérations accessoires et transitoires.

ART. 3.

La Commission propose de supprimer les mots « à 3 p. c. au pair » et de les remplacer par « au cours du jour ou en espèces ».

Cette modification correspond à l'expérience allemande, la plus ancienne, comme aussi à la préoccupation d'harmoniser tous les intérêts en présence.

La première loi prussienne portait : « en obligations à 3 p. c. au pair ». L'expérience fit apparaître les inconvénients de ce système ; des réalisations par la direction de la Caisse peuvent, en effet, contrarier la politique financière du Ministre des Finances, occasionner à la caisse des pertes, soit au moment de sa liquidation, soit pendant le cours de son existence. Aussi voyons nous, dans les lois de dotations subséquentes, apparaître la faculté pour le Ministre de réaliser la dotation en espèces ou en bons à courte échéance ; l'étude des bilans de la Caisse prussienne permet de croire que les derniers versements de l'Etat ont été faits exclusivement en espèces.

Ce mode de dotation est le plus adéquat au but que le législateur se propose par la création d'une caisse centrale pour le crédit professionnel. Il est pratiqué, en outre, par la Bavière, le Luxembourg, le Wurtemberg ; c'est aussi le système usité en France pour les avances directes du Gouvernement aux Caisses régionales, comme en Russie pour les avances de la Banque d'Etat. Il n'est pas plus onéreux pour l'Etat qui peut l'inscrire au budget extraordinaire (Italie) et le réaliser progressivement, selon les besoins de la Caisse centrale.

Le système de garantie nominale de l'Etat a été successivement abandonné par la Bavière, le Wurtemberg et la Saxe, qui avaient cru y trouver des ressources aisées et peu onéreuses tandis qu'en réalité l'argent emprunté coûtait cher aux Caisses centrales et les mettait à la merci des institutions du grand crédit et des

fluctuations financières. Il subsiste encore en partie en Hongrie, où l'État cautionne les obligations émises par la Caisse centrale, et en Roumanie où l'État garantit le réescompte éventuel à concurrence de 20 millions. Parmi les dotations en espèces allouées dans d'autres pays, nous relevons : l'Autriche, 6 millions de couronnes en espèces à prendre sur les ressources ordinaires de l'État, et dont le revenu ne peut excéder 4 p. c. La France, où par la loi du 4 décembre 1911 la somme mise à la disposition du Gouvernement par la Banque de France est portée à 60 millions de francs, outre les redevances annuelles ; ces sommes sont prêtées sans intérêts aux Caisses régionales ; la Bavière, où 200,000 mares sont donnés sans intérêts à la centrale agricole, plus 3,900,000 mares à 3 p. c. à la Centrale urbaine ; la Hongrie, où l'État souscrit 1 million de couronnes sans intérêts pour lesquels il est plutôt obligataire ; l'Italie, où le projet du Ministre des Finances porte dotation de 10 millions de liras à fonds perdus, à prendre au comptant dans le budget extraordinaire ; la Roumanie, où le capital est confondu avec celui du Crédit agricole, institut de l'État, doté en espèces à concurrence de 20 millions de lei ; le Luxembourg, où le crédit foncier (établissement de l'État) fournit le fond de roulement soit 500,000 francs en espèces à 3 p. c. et où la Dette publique émet des obligations pour le surplus ; la Prusse, où en vertu de lois successives dont la première date de 1895, l'État donne en espèce ou en obligations, 75 millions de mares, productifs, quand il y a bénéfice, d'intérêts qui ne peuvent excéder 3 p. c.

ART. 4.

Les dispositions de l'article 4 n'ont donné lieu à aucune observation : il fallait prévoir les modes d'extension de la Caisse centrale, et comme elle doit son existence à un acte législatif, il était rationnel de permettre au législateur de mettre fin à son existence. On peut tenir cette intention pour présumée, si la gestion est à ce point maladroite que la moitié de la dotation se trouve perdue.

ART. 5.

La Commission propose pour le premier alinéa, une rédaction nouvelle dont le texte serait : « A faire, suivant des règles à établir par la Direction et qui seront soumises à l'approbation du Ministre des Finances, des avances en compte courant à des associations ayant pour objet le petit crédit professionnel. »

Cette nouvelle rédaction a l'avantage d'une plus grande clarté, et met l'article 5 en rapport avec la rédaction proposée pour l'article 2. Des dispositions analogues se rencontrent dans toutes les lois sur la matière : nous avons eu l'occasion de préciser quelles seraient, dans la pensée de la Commission, les associations clientes naturelles de la Caisse centrale, et pourquoi le terme « fédérations » du projet ne paraît pas devoir être maintenu. Le règlement doit être l'œuvre de la direction responsable. Il doit aussi sortir progressivement de l'expérience des faits, d'où la nécessité d'une grande latitude permettant tout amendement, selon les besoins et l'état des institutions qui collaboreront à la distribution du petit crédit. La fixation des règles par la loi ou par des arrêtés royaux ne laisserait pas les facilités voulues.

Les règlements organiques de la Caisse centrale de Berlin forment aujourd'hui un tout complet, adapté aux circonstances allemandes, mais il a fallu plusieurs révisions successives pour arriver à ce résultat.

On ne peut pas supposer qu'en Belgique le règlement n'appellera pas aussi des fréquentes modifications.

ART. 6.

La Commission propose de compléter cet article par les mots suivants « et pour procurer des ressources complémentaires ».

Il peut être nécessaire de procurer à la Caisse centrale des ressources complémentaires, soit à titre occasionnel, soit à titre permanent. Parmi les moyens qui peuvent s'offrir, il y a des emprunts autres que le réescompte ou la réception de dépôts; il y a encore l'émission d'obligations. Dans la mesure où elle recourra à ces moyens, la Caisse centrale aliénera son indépendance économique, et il est à souhaiter que les besoins normaux de crédit et les crises de moyenne importance trouvent leur solution dans les ressources ordinaires. Il serait toutefois dangereux d'interdire tout recours à des moyens extraordinaires, ou de les faire dépendre d'une révision de la loi, en des périodes où il serait au contraire utile d'éviter toute décision de nature à susciter une panique.

La distinction entre les opérations essentielles, qui constituent la raison d'être de la Caisse centrale, et les opérations accessoires indispensables au fonctionnement de tout établissement de crédit, se trouve dans la loi allemande; elle répond à des raisons techniques sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister. Parmi ces opérations on peut citer, pour fixer les idées, l'achat et la vente des lettres de change, placement plus aisément réalisable que tout autre, en temps de crise.

ART. 7.

Il a paru utile, en affirmant une dernière fois l'obligation pour la Caisse centrale de ne pas sortir du domaine du petit crédit, de la prémunir contre un danger fréquent pour les institutions appelées éventuellement à réaliser des garanties hypothécaires.

ART. 8.

La Commission propose une rédaction plus claire, en disant : « Les bénéfices nets résultant de bilans de la Caisse Centrale seront employés comme suit : Une moitié sera versée au fonds de réserve ; l'autre moitié sera versée au capital de dotation, etc... »

La Commission s'est prononcée, avec les auteurs de la proposition, pour le système de l'accumulation indéfinie et rapide du fonds de réserve. Ce système correspond au but visé par la constitution de la Caisse. D'une part, il garantit l'État contre les éventualités, en faisant naître une contre-partie à son fonds de dotation, et une source de bénéfices (le fonds de réserve pouvant être employé aux affaires) capables de contre-balancer certaines pertes de comptabilité (résultant de l'inventaire au cours du jour des titres en portefeuille, dont la réalisa-

tion n'est pas imminente). D'autre part ce système laisse aussi la possibilité d'une restitution de la dotation et en tout cas prémunit l'État contre la nécessité d'accroissements trop fréquents de la dotation, en raison d'un développement imprévu du mouvement coopératif et mutuel, ainsi que ce fut le cas en Prusse. Le quotient du minimum de réserve a fait l'objet de variations incessantes dans les lois prussiennes successives, au point de dérouter les recherches. Il y a actuellement deux régimes concomitants : pour les 25 millions complémentaires alloués en 1900, 20 p. c. sont prélevés pour la réserve, et 80 p. c. pour le dividende à servir à l'État, lequel peut-être de 3 à 2 p. c. au plus ; pour les 50 millions antérieurs deux périodes sont établies : dans la première, aussi longtemps que la réserve n'atteint pas le quart du capital, il y a lieu de verser 50 p. c. à la réserve par priorité, tandis que l'intérêt à servir à l'État peut s'élever jusqu'à 3 p. c. La seconde période commence lorsque le fonds de réserve a atteint le quart du capital, à partir de ce moment la réserve prélève par priorité 20 p. c. et laisse 80 p. c. affectés au dividende que la loi de 1895 portait à 4 p. c. mais que celle de 1900 ramena à 3 p. c.

En Hongrie, ensuite de l'émission d'obligations, la réserve est subdivisée en plusieurs parts attribuées à des éventualités différentes.

Arr. 9.

La situation des gérants responsables est partout la même : fonctionnaires de l'État, ils doivent par principe, servir le bien public et les intentions sociales du législateur, sans se laisser détourner par des incursions dans le domaine du crédit lucratif, réservé à d'autres établissements. Les lois de différents pays leurs créent, en conséquence, une situation spéciale, qu'elle précise selon l'état du droit public et administratif. La Commission croit qu'il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail de certaines questions d'application d'un principe général qu'elle entend maintenir. Il lui paraît donc suffisant d'établir leur qualité de fonctionnaire de l'État.

Les mots qui suivent « ils sont soumis, etc. ; centrale » peuvent, sans inconvénient, disparaître du texte de la loi organique. Dans les lois prussiennes, le nombre des directeurs, formant collège, est illimité. Il fut, pendant longtemps, de trois, puis cinq, et l'adjonction de collaborateurs est probable. En Hongrie, le collège des directeurs comprend 15 personnes.

Arr. 10.

Cet article n'a pas soulevé d'observations. Il met à charge de la Caisse les traitements de ses fonctionnaires, il fait donc payer par les preneurs de crédit le fonctionnement de ce crédit. Un système analogue se rencontre dans notre loi organique de la caisse d'épargne.

Arr. 11 et 13.

En Prusse, le Parlement doit voter directement chaque budget annuel de la Caisse centrale dans chacun de ses articles. Il n'en sera pas ainsi en Belgique, mais le contrôle supérieur du Parlement s'exercera sans perte de temps et aussi

efficacement, puisque le budget de la Caisse figurera aux annexes du budget du Département des finances? Nous avons cru devoir entrer davantage dans les détails de procédure qu'on pourra trouver dans d'autres lois, notamment dans la loi prussienne, en ses articles 7, 8, 9 et 15.

Art. 12.

Il a paru inutile de maintenir cet article. Les raisons ont été indiquées ci-dessus, lorsque nous avons défini les associations appelées à devenir clientes de la Caisse centrale. L'énumération faite dans le texte du projet était certes judicieuse, elle sortait des délibérations approfondies que la Commission nationale de la petite bourgeoisie avait consacrées à cette partie de la réforme du petit crédit. Elle risquait pourtant d'être invoquée un jour contre les formules nouvelles mieux appropriées et, en tout cas, elle paralysait l'action de la Direction responsable, à un moment où nul ne peut prédire avec certitude comment s'accomplira le plus rapidement la réforme dont la présente loi est le point de départ.

Art. 14 et 15.

Ces articles n'ont pas donné lieu à des observations.

Ils tiennent compte, dans la mesure qui a paru nécessaire, de l'expérience de la Prusse. En vertu de la loi de 1905, le Conseil consultatif prussien est constitué « près de la direction » ; on lui a reproché de ne pas rendre les services qu'on en attendait ; les deux parties en présence se rejettent la responsabilité. La Direction voulait renoncer à convoquer un corps qui n'avait aucune activité propre et se bornait à écouter. Le Conseil se plaignait de n'être associé que d'une façon très imparfaite au mouvement de la Caisse. En dernière analyse, dans le système prussien, il faut toujours recourir au Parlement.

Le Président-Rapporteur,

G. FRANCOTTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1923.

Wetsvoorstel

behelsende

stichting en dotatie eener Centrale Beroepskredietkas

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De schikkingen van 't onderhavig wetsontwerp zijn 't logisch gevolg der werkzaamheden van de Nationale Commissie ingesteld bij Koninklijk besluit van 17 April 1902 en van de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (*Gedr. St.* : n^o 115, Zitting 1911-1912).

Ook meenen wij het nuttig, hierbij te voegen kopij van 't verslag neergelegd door den heer Francotte ter vergadering van 7 Maart 1912, met de uitlegging der artikels die met onzen tekst strooken.

Twee nieuwe feiten moeten hier naartoren gebracht : vooreerst het uitvaardigen door den Franschen Wetgever eener reeks wetten die het klein krediet inrichten en die beslist den weg der Staatstusschenkomst opgaan. Tweedens 't neerleggen van een wetsvoorstel betreffende dit onderwerp ter Belgische Kamers door de Heeren Pecher, Mechelynck, Lamborelle, Neven, Robyn en Bovesse (1).

I. De Fransche Wetgeving vormt nu 'n stelsel volgens eene specialisatiemethode die men historisch beter dan technisch uitleggen kan. « Het Landelijk krediet werd aldus onderverdeeld in persoonlijk krediet op langen termijn (Wet van 19 Maart 1910) en grondpandelijk krediet *proprio sensu* (Wet van 9 April 1918) benevens 't krediet voor de exploitatie. Bijzondere oorlogsomstandigheden hebben den wetgever er toe gebracht, het krediet voor de ontginning der verlatene gronden in te richten (Wetten van 6 October 1916 en 7 April 1917) en dit voor den heropbouw der verwoeste gewesten (21 Juni 1919).

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers : 7 Mei 1919; 22 Januari 1920; 2 Februari 1922.

Wat 't handelskrediet betreft, kwam er, nevens de traditioneele algemeene vormen, een speciaal krediet tot stand voor den klein-handel en de klein-industrie (Wet van 13 Maart 1917) waarvan men dan later 't beroepskrediet afnam (Wet van 30 Juni 1923) met de dubbele aanpassing voor de persoonlijke en syndicale behoeften (Wet van 27 December 1923), en eindelijk 't krediet voor de spijshuizen (Deereet van 20 November 1923) » (1).

Ten gevolge dezer wetgeving beschikt het landelijk kleinkrediet over 489 miljoen frank dotatie (einde 1923) en 't stedelijk kleinkrediet over 109 miljoen frank (einde 1923) waarbij nog moet gevoegd worden de 18 miljoen van 't krediet aan de spijshuizen (wet van 30 Juni 1923) en de jaarlijksche aflossingen van 't beroepskrediet (acht miljoen frank 's jaars).

II. Indien de onderteekenaars van dit voorstel zich niet eens hebben verklaard met den tekst der heeren Pecher en Consoorten, dan is dit niet alleen om hulde te brengen aan de baanbrekers in 't Belgisch Parlement die waren de heeren Dallemagne, Gilles de Pelichy, Harmignies, Segers, Tibbaut, Standaert (2), maar dan was 't vooral om de volgende reden :

Vooreerst 't onderzoek gedaan door de Kamerafdeelingen (3) heeft vele betwiste punten opgeklaard, wat 't voorafgaandelijk onderzoek buitengewoon kan verkorten, indien de tekst op enkele kleine punten na dezelfde blijft.

Overigens een afgrond ligt tusschen dit stelsel en dat door de heeren Pecher e. s. te voren gebracht,

Alzoo, wat het karakter zelf van het te stichten organism betreft : Wij stellen ons dit voor als een gesticht van den hoogsten graad, zich stellende boven alles wat bestaat, maar met zorg vermijdinge de bestaande inrichtingen te overvleugelen ; eenen meer vrijheidlievend en geest, die een groot aandeel laat aan 't privaat initiatief en de rechtstreeksche inmenging der administratie tot 'n minimum beperkt, en vooral beoogt ons ontwerp de medewerking der landelijke Middenklassen buitengewoon belangrijk voor 't klein krediet.

't Moge ons gegund wezen onzen steen te hebben bijgebracht tot het optrekken van 't zoo moeizaam opwaartsgaande gebouw van 't Klein Krediet.

J. CLYNMANS.

(1) IV^e Internationaal Congres van den Middenstand, Parijs, 1924. Verslag van den heer Hector Lambrechts, blz. 85.

(2) Onderteekenaars van 't voorstel neergelegd op 12 November 1909.

(3) MM. Francotte, Claes, du Bus de Warnaffe, Theodor, Wauwermans.

Wetsvoorstel waarbij eene Centrale Kas voor beroepskrediet wordt ingesteld en begiftigd (1).

VERSLAG NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FRANCOTTE.

I.

Het herinrichten en het uitbreiden van het klein krediet door het toedoen van den Staat was in België het voorwerp van langdurige studiën en talrijke voorstellen en wenschen.

Op het Congres der katholieke maatschappelijke werken, in 1901 te Brussel gehouden, werd een verslag voorgedragen door den heer Hector Lambrechts onder den titel : *l'Œuvre sociale du petit crédit*; daarin stelde hij eene grondige herinrichting voor van de instellingen voor klein krediet in de steden (3).

Naar aanleiding van de hernieuwing van het voorrecht der Nationale Bank van België, diende ons medelid, de heer Leon Theodor, een amendement in, waarbij het fonds tot begiftiging van eene Centrale Kas voor het klein krediet werd gevraagd aan de Bank.

De Kamer behandelde dit amendement ter vergaderingen van 2, 6, 7 Februari 1900 : bij de stemming werd het verworpen met 47 stemmen tegen 39.

's Anderendaags dienden de heeren Theodor en Fichet een wetsvoorstel in waarvan de financiële grondslagen en het toepassingstelsel het voorstel nabijkomen. Het kon niet in behandeling worden genomen en werd van de dagorde afgevoerd bij het sluiten van het zittingsjaar.

Intusschen hadden twee Belgische Middenstandscongressen zich verklaard voor die voorstellen en op dezer dringende noodzakelijkheid gewezen : met name het Congres, op 17 en 18 September 1899 te Antwerpen gehouden, waar de afdeling van het klein krediet werd voorgezeten door den heer Cooreman, den huidigen achtbaren voorzitter der Kamer, en het Congres van Namen (1901), waar de afdeling van het krediet werd voorgezeten door den heer Theodor, lid dezer Kamer.

Op zijne beurt onderwierp ons medelid, de heer De Meester, aan den Bond der Katholieke Kringen en aan een gewestelijk Congres voor maatschappelijke

(1) Wetsvoorstel, n^o 6 (zittingsjaar 1900-1910).

(2) De Commissie bestond uit de heeren Francotte, voorzitter, Claes (Raoul), du Bus de Warnaffe, Theodor, Wauwermans.

(3) Zie ook twee studiën van den heer H. LAMBRECHTS, « Le petit crédit urbain » — « Le petit crédit rural », in de *Revue sociale catholique*, 1898-1899, en de studie van vergelijkend recht, *L'intervention de l'État dans l'organisation du petit crédit* in de uitgaven van het Middenstandscongres, Antwerpen, 1899.

werken, te Antwerpen gehouden (1), de noodzakelijkheid van het optreden van den Staat voor de herinrichting van het klein krediet in België. Daar ook verwierven de in deze Kamer aangeprezen oplossingen de bijtrekking der vergadering.

Op 7 Januari 1897 had het gemeentebestuur van Gent eene Commissie belast met een onderzoek naar den toestand van den Middenstand te Gent en met het voorstellen van de middelen om dien toestand te verhelpen. De heer Cooreman bracht een verslag (2) uit over de herinrichting van het klein krediet; in dit verslag lezen wij: « Op het gebied van het krediet, evenals op elk ander gebied, behoeft de Staat slechts tussenbeide te komen waar het bewezen is dat het privaat initiatief niet machtig genoeg is; de Staat behoeft dit initiatief in goeden ernst op te wekken en, zoo het noodig is, in den beginne te ondersteunen, opdat het weldra eigenmachtig kunne optreden, zonder hulp en zonder leiding. »

Bij Koninklijk besluit van 17 April 1902 werd een onderzoek ingesteld voor gansch het land en kwam eene Nationale Commissie tot stand.

Deze Commissie, na een aantal getuigen in de verschillende streken van het land te hebben gehoord, besliste dat de herinrichting van het klein krediet moest onderzocht worden door eene bijzondere afdeling. Deze afdeling, voorgezeten door ons medelid, den heer Dallemagne, beraadslaagde langen tijd over verslagen der heeren Cooreman (3), Denis, Lambrechts en Dallemagne. De besluiten dier afdeling en de bescheiden uit het buitenland, door het Secretariaat ingezameld, dienden tot grondslag van het onderhavig voorstel en zijn samengevat in een verslag aan de parlementaire groep van den Middenstand rondgedeeld door ons medelid, den heer Dallemagne. De economische en technische redenen, die gelden voor het tot stand brengen van geschikte en zelfstandige instellingen, ten bate van de ontleeners van geringe sommen uit den middenstand in de steden en op het platteland, werden op afdoende wijze uiteengezet in die verslagen van onze medeliden, de heeren Cooreman en Dallemagne.

De Commissie onderzocht of de inrichting van dit klein krediet kan geschieden buiten de medewerking van den Staat. Zij moest bekennen dat het onmogelijk is. De volgende beweegredenen werden aangevoerd. In de eerste plaats, de eensluidende ondervinding in het meerendeel der landen van Europa. Ten gevolge van een voorstel ter zitting van Luik (1905) besloot het *Institut International pour l'étude du problème des classes moyennes*, een internationaal onderzoek in te stellen om te weten hoe het gelegen was met het klein krediet in de bijzonderste landen. De afdeling heeft aan hare leden de verschenen verslagen rondgedeeld; deze verslagen betreffen de volgende landen: Rusland, Frankrijk, Denemarken, Zwitserland, Luxemburg, België, Italië, Duitschland, Nederland, Engeland en Ierland, Rumenië, Hongarije.

Men kan vaststellen dat het meerendeel der landen hunne toevlucht nemen tot de tussenkomst van den Staat onder allerlei vormen en in verschillende mate: de graad van uitbreiding, van veiligheid en van algemeenmaking van het klein

(1) XXXI^e vergadering van den Bond en Congres van 1902.

(2) Maart 1901.

(3) Herdruk van het Gentsch verslag, bl. 83 en volg., d. III, *Mémoires et documents*, uitgave van de *Nationale Commissie*.

krediet was volkomen in verhouding tot de wijze van tussehenkomst, zoodat de slechtst bedeelde landen schijnen te zijn België en Engeland, waar die tussehenkomst de geringste is.

Die beweegreden, steunende op de ondervinding, moet niet beletten dat men de beweegreden van beginselen, waarop de aandacht der Commissie werd gevestigd, grondig onderzoekt. Deze beweegreden zijn de volgende :

1. De inrichting van het klein krediet gaat gepaard met vereischten welke de Staat alleen kan bijbrengen.

In de eerste plaats dient de wet op te treden om den geschikten wettelijken vorm te geven aan de instellingen van klein krediet en paal en perk te stellen aan overdreven winstbejag.

Verder is er noodig eene belanglooze, wel overlegde, goed ingerichte en naar een algemeen plan geregelde propagande, die voortduurt, al veranderen ook de personen, gelijktijdig werkt in al de streken van het land en zich belast met de opleiding van de steeds nieuwe ontleeners. Die uitzonderlijke vereischten kunnen voorwaar niet gevonden worden bij den privaten ondernemingsgeest.

De gestadige werking van die instellingen vergt tevens een onwrikbaar toezicht, door om 't even welken invloed van personen of groepen te verijdelende; onafgebroken, wel overlegd en, zooals de propagande, naar een algemeen plan en gelijke stelsels geregeld, zich uitstrekkende tot al de instellingen, met eene doelmatig bekrachtigde macht.

De inrichting van het klein krediet bestaat, overigens, in een volledig samenstel van instellingen, waarvan de eene het krediet verleen en de andere de geldmiddelen vereenigen en als Kamers tot schuldvergelijking optreden; deze instellingen moeten elk op zich zelf en onberispelijk samengesteld zijn, doch tevens elkaar aanpassen met het oog op eene onmisbare samenwerking.

Eindelijk, het begrip zelf van het zelfstandig klein krediet onderstelt de zelfstandigheid van dit krediet tegenover dat van de andere industriele klassen.

Die vereischten kunnen niet gepaard blijven buiten de medewerking van een geregelde Staatsdienst. Immers, uit de geschiedenis van het klein krediet in de verschillende landen schijnt wel te blijken dat het ontbreken van een dier vereischten de oorzaak is van menige, soms jammerlijke mislukking voor de geringe lieden, wier voortbrengingskracht aldus gekrenkt wordt en die de vruchten van hunnen pijnlijken arbeid op die wijze verliezen.

2. Door de regeling en de algemeenmaking van een stelsel van klein krediet moet men zwaarigheden uit den weg ruimen, welke alleen de openbare machten kunnen te boven komen.

Deze zwaarigheden zijn veroorzaakt door het bestaan van een geldmarkt, bemachtigd door een beperkt aantal firma's die alleen uit winstbejag tot stand komen en zich hoegenaamd niet inlaten met het heil van eene klasse der samenleving. Uit haren aard streeft die geldmarkt naar de samentrekking en is zij gekant tegen het ontstaan en uitbreiden van een zelfstandig klein krediet, buiten elk winstbejag.

De zwaarigheden ontstaan ook uit de belanghebbenden zelf, die door ikzucht, gevolg van den hevigen strijd om het leven, afkeerig zijn van elke opoffering in tijd of in geld ten bate van onbekenden en misschien concurrenten. Al de open-

bare diensten hebben hun ontstaan te danken aan de onmogelijkheid om te voorzien in sommige nuttigheden van algemeen belang buiten de medewerking van personen die voor zending hebben, gezegde voordeelen aan de gemeenschap te verschaffen. De ambtenarij en de Staatsbemoeiing zijn bijzondere vormen van de splitsing van den arbeid.

3. De noodzakelijkheid van eene voordeelige werking van het klein krediet is zoo dringend dat deze niet kan uitgesteld worden tot den dag dat de private ondernemingsgeest er eindelijk zou in geslaagd zijn, dien dienst tot stand te brengen. De belangrijkheid der zending van den middenstand en de hulp, welke eene dergelijke inrichting van het krediet hem moet verschaffen, wettigen de opofferingen van den Staat.

III.

De openbare machten kunnen op allerlei wijzen optreden ten bate van het klein krediet.

De Commissie heeft de volgende vormen onderzocht, min of meer gezamenlijk aangenomen in de landen waarover hare studie liep.

Wat den Staat betreft, bijzondere wetten tot regeling van de inrichting en van de werking der vereenigingen voor onderling of samenwerkend krediet bestaan in Duitschland (1889), in Frankrijk (1894), in Bulgarije (1907), in Rumenië (1881-1911), in Hongarije (1898), in Italië (1882), in Canada (1908), in Rusland (1904), in Massachussets (1909).

Talrijke Staten besteden jaarlijksche toelagen aan de inrichting, de ontwikkeling en de degelijke werking der instellingen van klein krediet.

Wij vermelden, onder andere : a) toelagen voor de propagande en het toezicht : Beieren, 34,000 mark ; Saksen, 10,000 mark ; Pruisen, 100,000 mark ; toelagen tot het dekken der kosten van eerste inrichting : Hongarije, 100,000 kronen voor de Middenkas alleen ; Beieren, 100,000 mark.

Wij zien den Staat bijdragen tot het samenstellen van het bedrijfskapitaal of zelf dat kapitaal vormen krachtens bijzondere wetten : in Saksen, tot een bedrag van 3 miljoen mark voor het klein landbouwkrediet (wet van 1896) en van 2 miljoen voor het klein krediet in de steden (wet van 1906) ; in Hongarije, 3 miljoen kronen voor de Middenkas ; in Beieren, 4 miljoen mark voor de landelijke Middenkas (wet van 1909) en 1 miljoen voor de stedelijke Middenkas ; in Wurtemberg, 2 miljoen mark voor den landbouw (wet van 1899) ; in Frankrijk, nagenoeg 100 miljoen frank aan de gewestelijk kassen (wetten van 1899 en volg.) ; in Italië, 500,000 lire (wet van 1910) ; in Rusland, 3 miljoen roebels (wet van 1895) ; in Rumenië (1881-1892), *Landbouwkrediet* (1), 20 miljoen lei en daarenboven 15 miljoen als waarborg voor het krediet in loopende rekening ter Rumeensehe Nationale Bank 1908), verder 5 miljoen lei voor de *Landelijke Kas* of Instituut van grondkrediet (1903-1906-1910).

(1) Uit het aldus geheeten Middeninstituut is voortgesproten de *Coöperatieve Middenkas*, waarvan de werking zich uitstrekt én tot het klein krediet in de steden én tot het klein krediet op het platteland.

Verder schrijft de Hongaarsche Regeering nog in voor één miljoen kronen als maatschappelijk aandeel in de Middenkas. In het Groothertogdom Luxemburg verleent de Staat zijn onbeperkten waarborg aan het *grondkrediet* en daarenboven 566,000 frank als bedrijfskapitaal. Pruisen verschafft alleen het begiftigingsfonds der Middenkas, zijnde vooralsnu 75 miljoen mark.

Eveneens krachtens bijzondere wetten is de geldelijke deelneming van andere openbare machten verzekerd : in Bulgarije (wetten van 1894-1904, deelneming van de gemeentelijke kassen : in Luxemburg (wet van 1900), die der Staatsspaar-kas ; in Rusland, die van de kassen der gemeenten, provinciën, baljuwschappen en kroonstichtingen ; in Oostenrijk, die der keizerlijke stichtingen (1874-1907), 1,200,000 kronen, die der Kamer van Koophandel te Weenen, 200,000 kronen; die van den Rijksdag van Bohemen, 2 miljoen kronen voor 's lands middenkas buiten de Koninklijke Stichting Frans-Jozef (1899) met een kapitaal van 1 miljoen 49,231 kronen ; die van den Rijksdag van Galicië, 1 miljoen voor 's Rijks Middenkas.

IV

Overwegende de kredietbehoeften van den middenstand, de ondervinding in andere landen en de bevindingen opgedaan door de Belgische Nationale Commissie en hare verslaggevers, is de Commissie van meening, dat hare taak in België kan omschreven worden als volgt : het klein beroepskrediet bevestigen en algemeen maken op den grondslag der samenwerkende mutualiteit.

Onder « bevestigen » verstaat zij dat de wetgeving eene wijze van klein beroepskrediet dient te bepalen, die al de voorzorgen in zich bevat om te beletten dat de instellingen, met zulk doel opgericht, verrichtingen plegen, welke wellicht winstgevend op zich zelf, doch hoogst gevaarlijk zijn voor de kleine onderlinge of samenwerkende instellingen, als de commandiet, de aanzienlijke kredieten aan een enkele firma, enz.

Het eventueel onttrekken van de verleende voordeelen is de bepaling die deze maatregelen bekrachtigt. Een ernstig toezicht zal trachten elken misstap te voorkomen, wat beter is dan de verantwoordelijkheid na te sporen, wanneer het kwaad gepleegd is.

Maar dit volstaat niet voor wie bij ons de inrichting van het klein beroepskrediet wil bevestigen. Het werd noodig bevonden dat de Staatsmachten of eene bijzondere instelling, door haar met dit doel in het leven geroepen, op nuttige wijze zouden bijdragen tot de goede werking van gezegde instellingen, door maatregelen van algemeen aard, namelijk : 1^o door zich ernstig bezig te houden met de economische opleiding der kleine ontleeners en der beroepsbestuurders van kredietmutualiteiten ; 2^o door op zich te nemen een deel van de kosten der algemeene propaganda- en toezichtsdiensten, die volstrekt noodzakelijk zijn ; 3^o door eene zekere stevigheid van het klein krediet en de betrekkelijke geringheid van den intrestvoet te bewerkstelligen met een organisch stelsel. Deze voordeelen kunnen voortspruiten uit decentralisatie, het gebruik ter plaatse van de geringe spaarpenningen, de beperking van den kring der aangeslotenen en van de verrichtingen, derwijze dat voortaan, overeenkomstig de gegevens der financieele wetenschap, het klein krediet in stad en dorp zich grondig zal onderscheiden van de financie- en nijverheidsverrichtingen.

Naast de versterking van het klein krediet dient men voor de toekomst de uitbreiding ervan tot al de gemeenten en al de bedrijven van den middenstand trapsgewijze te verzekeren : dit bevat, behalve de onberispelijke werking der daareven bepaalde diensten, de vermeerdering der kleine instellingen die krediet verleenen, het oprichten van centrale diensten voor de overdrachten, de vergelijking der behoeften met de beschikbare gelden, evenals de geldelijke tuschenkomst in buitengewone gevallen, zooals plaatselijke of algemeene crisissen.

De Commissie is van meening dat deze algemeenmaking slechts te verwezenlijken is door eene instelling, die over de noodige middelen beschikt om met eenheid en over het geheele land te kunnen werken.

Het is deze instelling waaraan het ontwerp den naam geeft van « Centrale Kas ». Na te hebben nagegaan de werking der zelfstandige kassen bekleed met rechtspersoonlijkheid, zooals er bestaan in Pruisen, Hongarije en Rumenië, alsmede de verkregen uitslagen in Frankrijk en Rusland door de onmiddellijke bestuurlijke tuschenkomst van den Staat, sloot de Commissie zich aan bij het stelsel der zelfstandigheid, dat terwijl het de financieele verantwoordelijkheid van den Staat beperkt, tevens het maximum waarborg, vereenigd met de meeste onafhankelijkheid, verzekert aan het klein krediet.

Dit stelsel scheen ons het best te strooken met den Belgischen volksgeest en kwam ons het meest geschikt voor, om zonder wrijving het klein krediet trapsgewijze te hervormen.

VERKLARING VAN DE ARTIKELEN EN VAN DE AMENDEMENTEN.

EERSTE ARTIKEL.

De Commissie stelt voor, dit artikel te doen luiden als volgt :

« Onder de benaming van *Centrale Kas voor het klein beroepskrediet* wordt » eene kredietinrichting ingesteld, de rechtspersoonlijkheid genietende. » Deze tekst doet de financieele zelfstandigheid van de ontworpen instelling uitschijnen.

De toekenning van de rechtspersoonlijkheid staat ook geschreven in de wetten tot regeling der Centrale Kassen in Hongarije, Pruisen en Rumenië, alsook in het Oostenrijksche en in het Italiaansche ontwerp; zij komt niet voor in het Fransch en in het Russisch stelsel. De Luxemburgsche wet van 1900 sprak er niet van, doch die van 1906 bepaalt ze uitdrukkelijk.

De Commissie onderzoekt ook of het nuttig was, andere instellingen of personen toe te laten tot het vormen van het kapitaal der Centrale Kas; door de Pruisische, Hongaarsche en Rumeensche wetten werd in dien zin beslist en het Italiaansche ontwerp bevestigde deze deelneming. De studie van de werking in Pruisen is niet aanmoedigend; de financieele uitslag was nietig; op 52 aangesloten bonden hebben er slechts acht sommen gestort, waarvan het geheel bedrag geen anderhalf millioen mark overschreed op eene dotatie van 75 millioen, terwijl er bonden waren, die gebruik maakten van de bedreiging hunnen inzet terug te nemen, als van een middel om invloed uit te oefenen op de bepaling van het krediet dat hun moest worden toegekend. In Hongarije schreef de Staat in voor een millioen kronen als aandeelhouder en drie millioen als obligatiehouder;

andere openbare machten schreven in voor drie miljoen ; doch de particulieren droegen slechts 0,04 miljoen en de bonden voor 1,3 miljoen kronen bij.

Hetzelfde kan worden gezegd van de werking in Rumenië. Het « Landbouwkrediet », centrale instelling van klein landbouwkrediet, opgericht bij de wet van 1881, deed den Staat en de particulieren tusschenbeide komen in het vormen van het kapitaal. Het dualisme in het bestuur leverde zulke bezwaren op, dat er werd afgezien van het kapitaal van particulieren.

Het Rumeensche en het Luxemburgsche stelsel sluiten alle kapitalen van particulieren of van syndicaten uit.

ART. 2.

De Commissie stelt voor, dit artikel te doen luiden als volgt :

« De Centrale Kas heeft ten doel, het klein beroepskrediet te versterken en » algemeen te maken door bemiddeling van de bij Koninklijk besluit aan te » wijzen vereenigingen ».

De uitdrukking « begunstigen », voorkomende in het ontwerp, scheen het doel der wet niet genoeg te bepalen.

De benaming « beroepskrediet », gegeven aan het klein krediet dat men wil inrichten, is niet nieuw : al de Fransche wetten op dat gebied (1894 tot 1910) spreken van « beroepsvoorwaarden » en de Luxemburgsche wet van 1905 bevat de uitdrukking zelf.

Waar de Pruisische wet spreekt van « persoonlijk » krediet, bedoelt zij iets anders, hetwelk echter zoo klaarblijkend is, dat het ontwerp heeft gemeend daarvan geen melding te moeten maken. Door het stelsel van nieuwe waarborgen, die vooral voortvloeien uit de deelneming aan beroepsgroepeeringsen, zal men het klein persoonlijk krediet kunnen invoeren zonder af te zien van het bijkomende zakelijk krediet, en wel in verhoudingen die de ondervinding beter zal bepalen dan de wet of de aanvankelijke verordeningen het zouden kunnen.

De weglating van de uitdrukking « beroepsvereenigingen » met het oog op de vereenigingen die mogen bijdragen tot de Centrale Kas, beteekent dat men een oproep wil doen tot de gelijktijdige samenwerking van allerhande wettelijke erkende vereenigingen : kredietmutualiteiten, kredietvereenigingen, evenals erkende vakvereenigingen.

Het Bestuur, dat aansprakelijk is voor de goede werking der kas onder het waakzaam oog van den Minister en het toezicht der Kamer, zal de wijze en de organen van kredietverleening bepalen, rekening houdend met hunne waarde als propaganda en waarborg.

Gezien de kleine uitgestrektheid van het Belgische grondgebied scheen het niet noodzakelijk, de Centrale Kas te verplichten slechts te handelen met bonden van vereenigingen, doch het blijft wel verstaan dat, evenals in al de landen waar soortgelijke Kas tot stand kwam en door den Staat begiftigd werd, de handelsbetrekkingen ten bate van individueele cliënten verboden zijn. Dat is niet van toepassing op zekere verrichtingen, die het spoedig te gelde maken kan veroorzaken. Dit zijn de bijkomende verrichtingen van tijdelijken aard.

Art. 3.

De Commissie stelt voor, de woorden : « 3 t. h. al pari » weg te laten en te vervangen door de woorden : « aan den koers van den dag of in specie ».

Deze wijziging strookt met de ondervinding in Duitschland, die de oudste is, alsook met de bezorgdheid om al de betrokken belangen te doen overeenstemmen.

De eerste Pruisische wet bevatte : « in obligatiën 3 t. h. al pari ». De ondervinding deed de bezwaren van dit stelsel uitschijnen ; te gelde makingen door het bestuur der kas kunnen inderdaad in strijd zijn met de financieele politiek van den Minister van Financiën, de kas verliezen doen ondergaan, hetzij op het oogenblik der vereffening, hetzij in den loop van haar bestaan. Ook zien wij in de latere begiftigingswetten, dat de Minister vrij gelaten wordt, de begiftiging te doen in specie of in op korten termijn vervallende biljetten ; uit het onderzoek van de balansen der Pruisische Kas mag men opmaken, dat de laatste stortingen van den Staat bijna uitsluitend in specie geschieden.

Deze wijze van begiftiging strookt meer met het doel dat de wetgever beoogt bij het instellen van eene Centrale Kas voor het klein beroepskrediet. Zij wordt gevolgd in Beieren, Luxemburg, Wurtemberg en het is ook het stelsel dat in Frankrijk wordt gevolgd voor de rechtstreeksche voorschotten van de Regeering aan de « Gewestelijke Kassen », evenals in Rusland voor de voorschotten van de Staatsbank. Zij is niet kostelijker voor den Staat die de begiftiging op hare buitengewone begrooting (Italië) kan aanschrijven en haar geleidelijk uitbetalen naar gelang van de behoeften der Centrale Kas.

Van het stelsel van nominalen waarborg van den Staat werd achtereenvolgens afgezien door Beieren, Wurtemberg en Saksen, die daarin gemakkelijke en goedkope middelen meenden te vinden, terwijl feitelijk het ontleende geld de Centrale Kassen duur kostte en haar overleverde aan de willekeur der instellingen van groot krediet en der financieele schommelingen. Het stelsel bestaat nog gedeeltelijk in Hongarije, waar de Staat de schuldbrieven, door de Centrale Kas uitgegeven, waarborgt, en in Rumenië, waar de Staat de eventueele herdiscontereering waarborgt tot een bedrag van 20 miljoen.

Betreffende de in andere landen toegekende begiftigingen, wijzen wij op Oostenrijk, waar 6 miljoen kronen in specie worden genomen uit de gewone middelen van den Staat, de interest daarvan mag niet 2 t. h. overschrijden ; op Frankrijk, waar de som, ter beschikking van de Regeering gesteld door de *Banque de France*, door de wet van 30 December 1911 tot op 60 miljoen wordt gebracht boven den jaarlijkschen eijns, deze sommen worden zonder interest aan de Gewestelijke Kassen uitgeleend ; op Beieren, waar 200,000 mark zonder interest aan de Centrale Landbouwkas gegeven worden, daarenboven 3 miljoen 900,000 mark tegen ten hoogste 3 t. h. en 100,000 mark zonder interest, benevens een miljoen mark tegen 3 t. h. aan de Centrale Kas voor de steden ; op Hongarije, waar de Staat inschrijft voor een miljoen kronen in specie als aandeelhouder en voor 3 miljoen kronen zonder interest, waarvan hij veeleer obligatiehouder is ; op Italië, waar het ontwerp van den Minister van Financiën eene begiftiging voorziet van 10 miljoen lires zonder interest, contant uit de buitengewone middelen ; op Rumenië, waar het kapitaal samengaat met dit

van het *Agrarisch Krediet* (Staatsinstelling), begiftigd in specie tot een bedrag van 20 miljoen lei ; op Luxemburg, waar het grondkrediet (Staatsinstelling) het bedrijfskapitaal levert, zijnde 500.000 frank in specie tegen 3 t. h., en waar 's Lands Schuld bovendien nog schuldbrieven uitgeeft voor het overige ; op Pruisen, waar, krachtens achtereenvolgende wetten waarvan de eerste dagteekent van 1895, de Staat in specie of in schuldbrieven 75 miljoen mark geeft, welke, zoo er winst is, niet meer dan 3 t. h. interest mogen uitkeeren.

ART. 4.

Het bepaalde in artikel 4 gaf geen aanleiding tot opmerkingen : de wijzen van ontbinding der Centrale Kas moesten worden voorzien en, vermits de Kas haar bestaan te danken heeft aan de Wetgevende Kamers, was het billijk dat het den wetgever veroorloofd werd, een einde te brengen aan dit bestaan. Dit mag worden ondersteld, wanneer de Kas op onverstandige wijze wordt beheerd in zoo verre dat de helft der begiftiging verloren is.

ART. 5.

De Commissie stelt voor, het eerste lid te doen luiden als volgt : « Het doen van voorschotten, in rekening courant, aan vereenigingen die ten doel hebben het klein persoonlijk krediet, volgens regelen die worden bepaald door het Bestuur der Kas en onderworpen aan de goedkeuring van den Minister van Financiën. »

Deze nieuwe tekst heeft dit voordeel, dat het duidelijker is ; hij doet artikel 5 overeenstemmen met den tekst voorgesteld voor artikel 2.

Soortgelijke bepalingen komen voor in al de wetten, welke deze zaak regelen ; wij hadden de gelegenheid nader te bepalen welke vereenigingen, naar het oordeel der Commissie, de natuurlijke cliënteel der Centrale Kas zouden uitmaken en waarom het woord « bonden » in het ontwerp niet schijnt te moeten worden behouden. Het reglement moet het werk wezen van het aansprakelijk bestuur. Het moet ook geleidelijk ontstaan uit de werkelijke ervaring ; daaruit volgt dat het noodig is, eene ruime vrijheid tot wijziging toe te kennen, naar gelang van de behoeften en van den toestand der instellingen welke bijdragen tot het verleenen van het klein krediet. Wordt de regeling vastgesteld door de wet of door Koninklijke besluiten, dan zou men niet met het vereischte gemak kunnen te werk gaan.

De organieke reglementen der Centrale Kas te Berlijn vormen thans een volledig wetboek dat zich aanpast aan de toestanden in Duitschland ; doch, om tot dezen uitslag te komen, waren er verscheidene achtereenvolgende herzieningen noodig. Men mag niet onderstellen dat, in België, het reglement niet tal van wijzigingen zal moeten ondergaan.

ART. 6.

De Commissie stelt voor, dit artikel aan te vullen door de volgende woorden : « en tot het aanbrengen van de bijkomende middelen ».

Het kan noodig zijn, aan de Centrale Kas bijkomende middelen te verschaffen, hetzij toevallig, hetzij bestendig. Tot de bij de hand liggende middelen behooren de leeningen, andere dan de herdisconteerling of de ontvangst van in bewaring gegeven gelden, ook nog de uitgifte van schuldbrieven. Naar gelang dat de Centrale Kas deze middelen aanwendt, zal zij hare economische zelfstandigheid verbeuren, en het is te wenschen dat er in de normale kredietbehoefte en in de crisissen van niet te groot belang worde voorzien door de gewone middelen. Het ware niettemin gevaarlijk, elke toevlucht tot buitengewone middelen te verbieden of ze te doen afhangen van eene herziening der wet, wanneer het integendeel wenschelijk ware elke bespreking te vermijden, die geschikt zou zijn om eene paniek te veroorzaken.

De Duitse wet onderscheidt tusschen de hoofdzakelijke verrichtingen, waarvoor de Centrale Kas werd opgericht, en de bijkomende verrichtingen welke voor de werking van elke kredietinstelling onontbeerlijk zijn; dit onderscheid steunt op technische redenen, waarover men niet dient uit te weiden. Onder deze verrichtingen mag men melden, bijvoorbeeld, den aankoop en den verkoop van wisselbrieven, zijnde eene belegging die men gemakkelijker te gelde maken kan dan elke andere, wanneer er eene crisis heerscht.

Art. 7.

Het kwam nuttig voor, een laatste maal te drukken op de verplichting der Centrale Kas, niet buiten het gebied van het klein krediet te treden, en ze telkens te vrijwaren tegen het gevaar waaraan niet zelden blootstaan de instellingen welke gebeurlijk verplicht zijn, de hypothecaire waarborgen te gelde te maken.

Art. 8.

De Commissie stelt een duidelijker tekst voor, luidende als volgt : « De zuivere » winst, voortspruitende uit de balans der Centrale Kas, wordt gebruikt als » volgt : Een helft wordt gestort in het reservefonds; de andere moet dienen tot » het betalen, aan het kapitaal der begiftiging, enz. »

De Commissie vereenigde zich, evenals de voorstellers, met het stelsel van de onbeperkte en snelle toewening van het reservefonds. Dit stelsel stemt overeen met het doel beoogd bij het oprichten der kas. Eensdeels, wordt de Staat voor de toekomst gevrijwaard; immers, daardoor wordt het fonds van begiftiging gedeekt en daaruit ontstaan er winsten (het reservefonds kan voor de zaken worden gebruikt), die sommige verliezen vergoeden, voortspruitende uit het feit dat titels in portefeuilles in den inventaris worden opgenomen naar den koers van den dag en niet terstond te gelde kunnen gemaakt worden. Anderdeels, laat dit stelsel ook plaats voor eene teruggave der begiftiging en vrijwaart, in elk geval, den Staat tegen de noodzakelijkheid de begiftiging te dikwijls te moeten vermeerderen ten gevolge van eene onvoorziene uitbreiding der coöperatieven en mutualiteiten, zooals dit zich voordeed in Pruisen. Het quotient van de minimum-reserve veranderde steeds in de achtereenvolgende Pruisische wetten, in zoo verre dat men verdwaalde in de opzoekingen. Thans gaan er twee stelsels gepaard : voor de bijkomende 25 millioen, in 1909 toegestaan, wordt 20 t. h. afgehouden voor de

reserve en 80 t. h. voor het dividend ten bate van den Staat, dat ten hoogste 3 t. 2 t. h. mag bedragen; voor de 50 miljoen, vroeger gestort, zijn er twee tijdperken bepaald: in het eerste tijdperk moet, zoolang de reserve niet een vierde van het kapitaal bereikt, vooraf 50 t. h. in de reserve worden gestort, terwijl de interest ten bate van den Staat 3 t. h. mag bereiken. Het tweede tijdperk vangt aan, wanneer het reservefonds een vierde van het kapitaal heeft bereikt; van dit oogenblik af bekent de reserve vooraf 20 t. h. en wordt 80 t. h. overgelaten voor het dividend dat bij de wet van 1895 tot op 4 t. h. werd gebracht, doch bij die van 1909 tot 3 t. h. werd verminderd.

In Hongarije wordt de reserve maar aanleiding van de uitgifte van schuldbrieven, onderverdeeld in verscheidene deelen om te voorzien in verschillende mogelijke gevallen.

Art. 9.

De toestand van de aansprakelijke beheerders is overal dezelfde: als Staatsambtenaren moeten zij in beginsel zorgen voor het algemeen welzijn en voor de sociale bedoelingen van den wetgever, zonder zich van die taak te laten afleiden door verrichtingen op het gebied van het winstgevend krediet, dat voorbehouden is aan andere instellingen. In de verschillende landen worden zij bijgevolg, krachtens de wet, gesteld in een bijzonderen toestand welke nader wordt bepaald naar gelang van het publiek recht en het administratief recht. De Commissie is van oordeel dat sommige vraagstukken betreffende de toepassing van een algemeen beginsel, dat zij wil handhaven, niet dienen omstandig behandeld te worden. Zij acht dus dat het volstaat hunne hoedanigheid van Staatsambtenaar vast te stellen.

De woorden: « Ze zijn onderworpen, enz., bij het hoofdbestuur » kunnen zonder bezwaar uit den tekst der organieke wet wegvallen. Krachtens de Pruisische wetten is het getal bestuurders, die een college uitmaken, onbeperkt. Gedurende geruimen tijd was het getal bepaald op drie, daarna op vijf, en waarschijnlijk zullen jongere medewerkers hun worden toegevoegd. In Hongarije is het college der bestuurders samengesteld uit vijftien personen.

Art. 10

Betreffende dit artikel werden geen aanmerkingen in 't midden gebracht. Krachtens dit artikel komen de jaarwedden harer ambtenaren ten laste van de Kas; de werking der Kas wordt dus door de geldontleeners bekostigd. Dergelijk stelsel ontmoet men in onze organieke wet der Spaarkas.

Art. 11 ex 13.

In Pruisen moet het Parlement jaarlijks al de artikelen van de Begrooting der Centrale Kas in het bijzonder goedkeuren. Aldus zal het niet gebeuren in België, doch, vermits de begrooting der Kas zal voorkomen onder de bijlagen der begrooting van financiën, zal het Parlement zijn hooger toezicht zonder tijdverlies en tevens doelmatig kunnen uitoefenen. Wij achten het overbodig uit te weiden over de proceduur die voorkomt in andere wetten, met name in de Pruisische wet, bij hare artikelen 7, 8, 9, 15.

ART. 12.

Het scheen onnoodig dit artikel te behouden. De redenen daarvan werden hier-
voren vermeld, wanneer wij de bepaling gaven van de vereenigingen welke de
klanten van de Centrale Kas zullen worden. De opgave, die voorkomt in den
tekst van dit ontwerp, is ongetwijfeld redematig; zij was het gevolg van de gron-
dige beraadslagingen der Nationale Commissie van den Middenstand over dit deel
van de hervorming van het middenstandskrediet. Niettemin bestond er gevaar dat
die opgave eenmaal zou worden ingeroepen tegen nieuwe beter aanpassende for-
mules, en, in elk geval, verlamde zij de werking van het aansprakelijk Bestuur,
op een oogenblik dat niemand met zekerheid voorzeggén kan op welke wijze de
hervorming, van deze wet uitgaande, het spoedigst zal worden verwezenlijkt.

ART. 14 EN 15.

Omtrent deze artikelen werden geen opmerkingen gemaakt.

In de noodzakelijk geachte mate wordt daardoor rekening gehouden met de
ondervinding in Pruisen. Krachtens de wet van 1905 staat er in Pruisen een
raadplegende Raad het Bestuur ter zijde; men beweerde dat deze Raad niet de
verwachte diensten bewijst; de beide tegenover elkander staande partijen geven
elkaar de schuld aan. Het Bestuur was geneigd om een korps, dat niet de minste
eigen bedrijvigheid aan den dag legde en zich erbij bepaalde te luisteren, niet
meer bijeen te roepen. De Raad beklagde er zich over, dat hij slechts op
onvolledige wijze aan de werking der Kas mocht deelnemen. Per slot van
rekening, volgens het Pruisisch stelsel moet men steeds zijne toevlucht nemen
tot het Parlement.

De Voorzitter-Verslaggever,

G. FRANCOTTE.



CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROPOSITION DE LOI

**portant création et dotation d'une
Caisse centrale de crédit profes-
sionnel.**

ARTICLE PREMIER.

Il est établi un Institut de crédit doté de la personnalité juridique sous la dénomination de Caisse Centrale du Crédit professionnel. Son siège est à Bruxelles.

ART. 2.

La Caisse Centrale a pour but de consolider et de généraliser le crédit professionnel, à l'intervention des associations qui seront déterminées par arrêté royal.

ART. 3.

L'État est autorisé à garantir, à concurrence de 50 millions de francs, les engagements que la Caisse centrale serait amenée à prendre dans les limites tracées par la présente loi.

ART. 4.

La Caisse Centrale ne pourra être dissoute que par acte législatif à moins que le bilan, établi sous les contrôles indiqués ci-après ne constate la perte totale du fonds de réserve et de la moitié de la dotation de l'État. En ce cas, le Ministre des Affaires Économiques prendra les mesures nécessaires pour assurer la liquidation.

WETSVOORSTEL

**tot stichting en begiftiging van
eene Centrale Kas voor Beroeps-
crediet.**

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt eene Credietinstelling, met Rechtspersoonlijkheid bedeeld, tot stand gebracht onder de benaming van Centrale Kas voor het Beroepserediet. De zetel ervan is te Brussel.

ART. 2.

De Centrale Kas heeft ten doel door bemiddeling van de vereenigingen, te bepalen bij Koninklijk besluit, het beroepserediet te versterken en algemeen te maken.

ART. 3.

De Staat wordt gemachtigd, tot een bedrag van 50 miljoen frank, de verbintenissen die de Centrale Kas zou kunnen aangaan, binnen de perken door de huidige wet gesteld, te waarborgen.

ART. 4.

De Centrale Kas kan enkel bij akte der wetgeving worden ontbonden, tenzij de balans, onder de hierna aangeduide waarborgen opgemaakt, vaststelt het verlies van geheel het reservefonds en van de helft der begiftiging van den Staat. In dit geval, neemt de Minister van Economische Zaken de noodige maatregelen tot verzekering van de vereffening.

ART. 5.

Les opérations de la Caisse centrale consisteront :

1° A faire, suivant des règles à établir par la direction de la Caisse et qui seront soumises à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques, des avances en compte courant à des associations ayant pour but le petit crédit professionnel ;

2° A recevoir des dépôts productifs d'intérêts, soit des fédérations et des associations affiliées, soit de sociétés ou de particuliers ;

3° A escompter aux associations affiliées les effets de commerce souscrits par elles ou par leurs membres.

ART. 6.

La Caisse centrale pourra à titre accessoire et dans les limites qui seront tracées par le Ministre des Affaires Économiques, faire d'autres opérations, notamment celles qui seront rendues nécessaires pour assurer l'emploi des disponibilités et pour procurer des ressources complémentaires. Elle ne peut acquérir d'autres propriétés immobilières que celles qui sont requises pour les besoins de ses services.

ART. 7.

Les bénéfices nets résultant des bilans de la Caisse centrale seront versés au fonds de réserve, lequel en cas de dissolution, sera mis à la disposition de l'État.

ART. 8.

La Caisse centrale est gérée par un conseil d'administration, composé d'un

ART. 5.

De verrichtingen van de Centrale Kas bestaan in :

1° Het doen van voorschotten, in loopende rekening, aan vereenigingen die het klein beroepscrediet ten doel hebben volgens regelen te bepalen door het bestuur der Kas en voor te leggen aan de goedkeuring van den Minister van Economische Zaken ;

2° Het ontvangen van interest opbrengende deposito's, hetzij vanwege de aangesloten bonden en vereenigingen, hetzij vanwege maatschappijen of bijzondere personen ;

3° Het disconteeren, voor de bonden, van wissels door deze of door hare leden onderteekend.

ART. 6.

De Centrale Kas kan, als bijzaak, en binnen de grenzen door het Ministerie van Financiën vast te stellen, andere verrichtingen doen, met name die noodzakelijk gemaakt tot verzekering van het gebruik harer beschikbare gelden en om bijkomende inkomsten te verkrijgen. Zij kan geene andere onroerende goederen verkrijgen dan deze die voor hare diensten noodig zijn.

ART. 7.

De netto-winsten voortspruitende uit de bilans der Centrale Kas worden gestort in het Reservefonds dat, in geval van ontbinding, ter beschikking van den Staat wordt gesteld.

ART. 8.

De Centrale Kas wordt bestuurd door eenen Raad van beheer samen-

directeur assisté de deux administrateurs tous nommés à vie par le Roi. Ces fonctionnaires ont la qualité de fonctionnaires de l'Etat. Ces fonctions sont incompatibles avec tout mandat politique ou rétribué. Le directeur représente la Caisse vis-à-vis des tiers en justice.

ART. 9.

Le conseil d'administration nomme le personnel et fixe les traitements ; un arrêté royal déterminera les traitements dont jouiront les administrateurs et le directeur. Tous les traitements et les pensions afférentes sont à la charge de la Caisse centrale.

ART. 10.

Pourront seules être admises aux avantages spécifiés sub. 1° et 3° de l'art. 5, les caisses fédérales ou locales dont l'activité statutaire observe les principes directeurs ci-après :

1° Affiliation restreinte à l'exercice d'une des professions fixées par le Roi ;

2° Limitation des dividendes ou ristournes payés aux associés ;

3° Limitation du montant de chaque part sociale, du nombre de parts qui pourront être souscrites par chaque associé, du nombre de voix dont l'associé peut disposer ;

4° Ediction d'un contrôle périodique par des experts agréés par le Roi, et s'étendant à la gestion comme à la comptabilité ;

5° Abandon à la Caisse centrale de l'actif en cas de dissolution.

gesteld uit eenen bestuurder bijgestaan door twee beheerders, allen voor hun leven lang door den Koning benoemd. Deze ambtenaars hebben de hoedanigheid van Staatsambtenaar. Dit ambt is onvereenbaar met om het even welk politiek of bezoldigd mandaat. De bestuurder vertegenwoordigt in rechten de Centrale Kas tegenover derden.

ART. 9.

De Raad van beheer benoemt het personeel en stelt de jaarwedden vast; een Koninklijk besluit bepaalt de jaarwedden van de beheerders en van den bestuurder. Al deze jaarwedden en de uit te keeren pensioenen komen ten laste van de Centrale Kas.

ART. 10.

Kunnen alleen de voordeelen genieten onder n° 1 en 3 van artikel 5 vermeld, de federale en plaatselijke kassen die, krachtens hunne standregelen, de volgende hoofdbepalingen naleven :

1° Aansluiting beperkt bij een der beroepen door den Koning vastgesteld ;

2° Beperking der dividenden of terugbetalingen aan de aangesloten leden ;

3° Beperking van het bedrag van ieder maatschappelijk aandeel, van het getal der aandeelen die door ieder deelgenoot kunnen onderschreven worden, van het getal stemmen waarover de vennoot mag beschikken ;

4° Aanvaarding van een periodisch toezicht over de algemeene werking en de boekhouding door deskundigen door den Koning aangenomen ;

5° In geval van ontbinding overmaking van het actief aan de Centrale Kas.

ART. 11.

Dans l'exercice de la mission qui lui est dévolue par le précédent article, le Ministre des Affaires Economiques est assisté d'un conseil consultatif comprenant deux fonctionnaires délégués respectivement par les Ministres qui ont dans leur ressort les Affaires de l'Agriculture et celles de l'Industrie et du Travail ; un délégué de la Banque Nationale de Belgique ; un délégué de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, sous la garantie de l'Etat ; quatre membres délégués par les associations de petit crédit affiliées à la Caisse centrale.

ART. 12.

Le Ministre des Affaires Economiques devra prendre l'avis du Conseil consultatif sur toute proposition à soumettre au Roi en vertu de la présente loi et en général sur toute mesure d'exécution à prescrire. Il pourra lui déférer l'examen de toute question se rapportant à la présente loi.

ART. 11.

Bij de uitoefening van de zending hem door het vorig artikel opgedragen, wordt de Minister van Economische zaken bijgestaan door eenen raadgevenden Raad, waarvan deel uitmaken : twee ambtenaren, onderscheidenlijk afgevaardigd door den Ministers die den Landbouw en de Nijverheid en den Arbeid in hunne bevoegdheid hebben ; een afgevaardigde van de Nationale Bank van België ; een afgevaardigde van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat ; vier leden afgevaardigd door de vereenigingen van klein krediet bij de Centrale Kas aangesloten.

ART. 12.

De Minister van Economische Zaken moet het advies van den raadgevenden Raad vragen over elk voorstel, aan den Koning te onderwerpen uit krachte van deze wet en, in 't algemeen, over alle maatregelen van uitvoering. Hij kan hem belasten met het onderzoek van al de vraagstukken die met deze wet in verband staan.

J. CLIJNMANS.

E. BLAVIER.

EM. TIBBAUT.

F. VAN ACKERE.

L. C. HERBERT.

J.-B. ROMBAUTS.